

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
22 rue La Chalotais en CROZON**

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que des travaux de mise en place de fixation sur le faîtage de la toiture doivent être exécutés au droit du bâtiment Orange, rue A.H. Dizerbo en CROZON, par l'entreprise GM TOITURES ATTILA – 39 bis, rue de Bel Air – 29700 PLUGUFFAN, le 18 juin 2024,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales,

ARRETE

**ARTICLE 1**      **Le 18 juin 2024**

Durant la période des travaux, l'entreprise GM TOITURES ATTILA est autorisée de stationner une nacelle rue Dizerbo en CROZON, au droit du bâtiment Orange situé au 22 rue de la Chalotais en CROZON, afin de permettre la réalisation de travaux de mise en place de fixation sur le faîtage de la toiture.

**ARTICLE 2**      **Le 18 juin 2024**

Le temps des travaux, la rue A.H. Dizerbo sera interdite à la circulation de la rue du Cré à la rue de la Chalotais.

**ARTICLE 3**

La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de l'entreprise GM TOITURES ATTILA - 39 bis, rue de Bel Air - 29700 PLUGUFFAN.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

**ARTICLE 5**

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera apporté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

**ARTICLE 7**

Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

**ARTICLE 8**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

**ARTICLE 9**

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :  
Directrice Générale des Services de la ville de CROZON  
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON  
Police Municipale  
Services Techniques Municipaux  
Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon Aulne Maritime.


Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à l'entreprise GM TOITURES ATTILA - 39 bis, rue de Bel Air 29700 PLUGUFFAN.

Pour extrait certifié conforme  
A CROZON, le 13 juin 2024

P/Le Maire

L'Adjoint délégué



  
Philippe BRUN